

Dossier de demande d'aide régionale Pour la prestation GEODE

Le présent document est un dossier type de demande d'aide. L'entreprise doit retourner ce document dûment complété avec les pièces obligatoires en un exemplaire, aux services compétents.

Artisanat : artisanat-commerce@paysdelaloire.fr

Tourisme : tourisme@paydelaloire.fr

Un accusé de réception sera envoyé au demandeur.

LISTE DES PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE DEMANDE

Pour toute demande :

- ☐ Un extrait du Répertoire des Métiers (RM) ou du Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de **moins de 3 mois**
- ☐ Les trois dernières liasses fiscales **complètes** (imprimés fiscaux 2050 à 2059G)
- ☐ Un bon de commande non signé
- ☐ Attestation de Minimis (Cf. infra)
- ☐ RIB

Les informations et les documents transmis dans ce dossier resteront strictement confidentiels et ne pourront être transmis à des tiers. Seule la Banque de France et la Région seront destinataires de ces documents.

LETTRÉ DE DEMANDE DE L'ENTREPRISE

A, le .../.../...

Madame la Présidente du Conseil régional,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un dossier de demande d'aide pour mon entreprise, dans le cadre du dispositif d'aide directe GEODE.

J'ai bien noté que :

- ce dossier ne sera examiné que si tous les documents et renseignements demandés y sont joints et qu'un accusé de réception m'est adressé par les services de la Région,

D'autre part, je certifie :

- exacts les renseignements fournis dans ce dossier,
- être en situation régulière au regard des obligations fiscales, sociales et environnementales, ou attestant d'une demande d'échelonnement fiscal et/ou social,
- ne pas être en redressement judiciaire, sauf à disposer d'un plan de continuation,

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente du Conseil régional, l'assurance de ma considération distinguée.

Le représentant légal de l'entreprise,
(Civilité, nom, prénom, fonction, signature et cachet de l'entreprise)

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Raison sociale de l'entreprise :

Forme juridique :

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | |

Activité principale :

Code NAF :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Date d'inscription au RM ou RCS : | | | | / | | | | / | | | | |

Effectifs : (à la clôture du dernier exercice) dont ETP :

Chiffre d'affaires net total :

Année n-2 : €

Année n-1 : €

Représentant légal :

Nom - Prénom :

Fonction :

Tel : courriel :

Personne à contacter :

Nom - Prénom :

Fonction :

Tel : courriel :

Présentation synthétique de l'entreprise et du projet

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

MONTANT DE L'AIDE REGIONALE

- Montant du devis : 4 880 HT.....
- Calcul du montant de l'aide régionale : $4\,880 \times 0,40\%$
- Montant de l'aide demandée : 1 920 €

LISTE DES AIDES PUBLIQUES

Déclaration des aides publiques au titre des aides accordées sur la base du Règlement UE n°1407 / 2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de Minimis

Madame ou Monsieur
 Agissant en qualité de
 Représentant l'entreprise
 Sollicitant une aide au titre des aides « de minimis » d'un montant de :euros
 Pour la réalisation du projet suivant :

.....

J'atteste que le projet ne concerne pas directement :

- ☐ Le secteur de la pêche et de l'aquaculture
☐ La production primaire de produits agricoles énumérés à l'annexe I du traité CE
☐ Des activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des États membres, aides directement liées aux quantités exportées et des aides servant à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou à d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation (ne sont pas concernées les foires commerciales et les activités de conseil et de service liées au lancement d'un nouveau produit)
☐ L'acquisition de véhicules de transport de marchandise par route.

Secteur d'activité de l'entreprise bénéficiaire de l'aide :

Déclare :

Les aides de minimis reçues ou en cours d'instruction auprès de la Région des Pays de la Loire, des autres collectivités territoriales, de l'Etat, de l'Union Européenne ou de leurs représentants sont :

Exercice fiscal	Nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide	Date de décision d'octroi de l'aide et organisme à l'origine de l'aide	Nature de l'aide*	Objet de l'aide	Montant brut de l'aide ou Equivalent Subvention Brut
n-2					
n-1					
n					
Total					

Le champ de la présente déclaration couvre l'ensemble des entreprises liées à votre entreprise au sens du règlement du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis. Les aides de minimis à déclarer sont celles perçues par votre entreprise mais également celles de toutes les entreprises qui entretiennent avec votre entreprise au moins l'une des relations suivantes:

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Si l'entreprise a fait l'objet d'une fusion ou d'une acquisition, les aides de minimis octroyées antérieurement à l'une ou l'autre des entreprises parties à l'opération doivent être déclarées.

Si l'entreprise est issue d'une scission, les aides de minimis octroyées avant cette scission doivent être déclarées dans leur globalité si ces aides ont bénéficié aux activités reprises par votre entreprise. Si une telle allocation n'est pas possible, les aides de minimis à déclarer sont proportionnelles à la valeur comptable du capital social de l'entreprise nouvellement constituée à l'issue de la scission.

Montant total octroyé au titre des aides de minimis (en toutes lettres) :

L'ensemble des aides de minimis doit être déclaré quel que soit leur objet ou leur nature y compris les aides versées sous forme d'un prêt, d'une garantie, d'un apport de capitaux publics ou capital-investissement, d'une avance remboursable..... Dans ces cas, le montant de l'aide doit être converti en équivalent subvention brut.

Déclaré le

A

Signature et cachet de l'entreprise

*Merci d'indiquer s'il s'agit d'une subvention, d'une avance remboursable, d'un crédit d'impôt, d'une bonification d'intérêt, d'une exonération fiscale,

Pour mémoire, liste des principales autres aides existantes :

- soutien aux actions collectives (pôles de compétitivité, appels à projets, DINAMIC Entreprises ...)
- soutien à l'innovation (OSEO Innovation - ANVAR, Fonds Régional à l'Innovation (FRI), Prestation Technologique Réseau (PTR), Crédit d'Impôt pour la Recherche (CIR), Fonds de Recherche et de Technologie (FRT), Convention de Recherche pour les TECHniciens Supérieurs (CORTECHS), projets de R&D ...)
- aides à la performance environnementale (ADEME - Région)
- aides à l'export (Analyse Internationale, Prim'Export, PAS International, CAP International, Crédit d'impôt export, Soutien Individualisé à la Démarche EXport (SIDEX) ...)
- aides à la formation (Engagement De Développement de la Formation (EDDF) ...)
- aides à l'immobilier d'entreprise
- aides aux artisans et commerçants (Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC) ...)
- aides aux entreprises industrielles du secteur agricole et forestier (FEOGA – FEADER, FEP, IFOP, Prime d'Orientation Agricole (POA), Aide régionale à l'industrie du bois (CAP Bois / ARDIBOIS), Aide Régionale à l'Investissement des Industries Agro-Alimentaires (ARIA) ...)
- Contrat d'Appui à la Performance (CAP), Pré-CAP, Objectif Performance, Fonds Régional d'Aide au Conseil (FRAC), Prime Régionale à la Création d'Entreprise (PRCE), Prime Régionale à l'Emploi (PRE), Prime à l'Aménagement du Territoire (PAT), Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'une Entreprise (ACCCE), Encouragement au Développement d'Entreprises Nouvelles (EDEN) ...
- allègements fiscaux, exonérations de taxes professionnelles, réductions des droits de mutation, prêts à taux bonifié par une société de reconversion ...